



Il faut savoir retirer une réforme

Contre toute évidence et contre toute raison, en dépit de l'opposition unanime des personnels et des organisations syndicales qui en demandent le retrait et/ou le report, le gouvernement persiste dans sa volonté de mettre en place une nouvelle réforme de la formation initiale des enseignant·es et des CPE.

Les travaux du parlement sont suspendus, la campagne pour les élections législatives a commencé, et en toute logique toutes les réunions sur des dossiers nécessitant des arbitrages politiques sont annulées et reportées. Toutes sauf celles sur la réforme de la formation initiale !

Le ministère maintient les réunions de travail et envisage même de faire passer des premiers textes dans des instances la semaine prochaine. La FSU dénonce le caractère irresponsable de l'obstination gouvernementale.

A la suite d'un courrier des présidentes des universités parisiennes qui indique avoir "décidé d'acter le report" de la mise en place de cette réforme en 2026, France Université s'exprime à son tour pour demander le report de la réforme à la rentrée 2025. Comme la FSU le réclame depuis plusieurs mois, le ministère doit revoir sa copie et retirer sa réforme, qui emmène les étudiant·es, les formateur·rices et les futurs enseignant·es et CPE droit dans le mur.

Paris, le 21 juin 2024